

Unité inter-départementale Haute-Pyrénées-Gers
Celulle Risques Accidentels

Tarbes, le 18/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/01/2022

Contexte et constats

Publié sur 

DAHER SOCATA

Aéroport Tarbes – Lourdes - Pyrénées
D516 Louey
65290 LOUEY

Références : 2022-42

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/01/2022 dans l'établissement DAHER AEROSPACE implanté Aéroport Tarbes – Lourdes - Pyrénées D516 Louey 65290 LOUEY. L'inspection a été annoncée le 03/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 juillet 2021.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DAHER SOCATA
- Aéroport Tarbes – Lourdes - Pyrénées D516 Louey 65290 LOUEY
- Code AIOT dans GUN : 0006802518
- Régime : Autorisation

La société DAHER AEROSPACE est une société spécialisée dans le domaine de la construction aéronautique. Les activités du site sont :

- le traitement de surface de pièces métalliques. Ce traitement est réalisé dans des bains spécifiques (notamment à base de chrome) au niveau du bâtiment 1-ter ;
- la peinture des pièces. Les pièces sont peintes par pulvérisation dans des cabines spécifiques. Au total, 7 cabines sont présentes sur le site, réparties dans les différents ateliers suivant les besoins d'exploitation. Les cabines sont associées à un poste de désolvatation et à des étuves de séchage ;

- la fabrication de pièces aéronautiques en matériaux composites et métalliques. Un secteur spécifique « composite » est exploité sur le site ;
- l'assemblage des différentes pièces (notamment pour la construction du TBM 900 et TBM 940).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi de l'arrêté de mise en demeure du 8 juillet 2021 (REACH, stockage des produits chimiques) ;
- suivi de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2021 relatif aux travaux de dépollution du site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Condition des autorisations octroyées (règlement REACH du 18 décembre 2006)	AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1	/	
Notification (règlement REACH du 18 décembre 2006)	AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1	/	
Condition utilisation REACH	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	/	
Condition utilisation REACH	Règlement européen du 18/12/2006, article 56	/	
Classification harmonisée CLP	Règlement européen du 16/12/2008, article 32	/	
Stockage Produits chimiques Prescription AP 10/01/2003	AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1	/	
Stockage Produits chimiques Prescription AP 10/01/2003	AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1	/	
Stockage Produits chimiques Prescription AP 10/01/2003	AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1	/	
Stockage Produits chimiques Prescription AP 10/01/2003	AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1	/	
Sites et sols pollués Prescription APC 04/10/2021	AP Complémentaire du 04/10/2021, article 2	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de vérifier le respect des échéances fixées dans l'arrêté de mise en demeure du 8 juillet 2021. L'exploitant a en effet réalisé sur l'année 2021 d'important travaux de mise en conformité de ses zones de stockage de produits chimiques. L'arrêté de mise en demeure du 8 juillet 2021 peut donc être levé.

Concernant la gestion de la pollution des eaux souterraines et des sols au droit de son site, l'exploitant a respecté les échéances de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 octobre 2021 en réalisant des investigations complémentaires permettant de mettre à jour le plan de gestion, de mieux caractériser les zones sources. Un essai pilote de dépollution a été mis en place sur le site entre fin décembre et début janvier 2022. Le plan de conception des travaux doit être transmis à l'inspection des installations classées en avril 2022 pour un début des travaux de dépollution en juillet 2022.

L'exploitant doit transmettre quelques justificatifs complémentaires suite à l'inspection:

- les justificatifs de réalisation du test d'étanchéité de la rétention associé à la soute de stockage du bâtiment 1 ter ainsi que le rapport suite au contrôle,
- la livraison et la pose de la porte sectionnelle ainsi que de la porte rapide fin janvier 2022.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Condition des autorisations octroyées (règlement REACH du 18 décembre 2006)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1
Prescription contrôlée : La société DAHER (N° SIRET : 597 020 841 01055), dont le siège social est situé 23 route de Tours 41 400 SAINT-JULIEN-DE-CHEDON (597 020 841 00016), est mise en demeure pour les installations de construction aéronautique et spatiale, situées Aéroport Tarbes -Lourdes -Pyrénées - D516 Louey à LOUEY (65 290), de se mettre en conformité vis-à-vis de : <ul style="list-style-type: none">• L'article 56.2 du règlement n°1907/2006 du 18 décembre 2006 (REACH) (conditions des autorisations octroyées) ;
Constats : Par courriel du 10 janvier 2022, l'exploitant a transmis les justificatifs de transmission à l'ECHA des données relatives à la surveillance des travailleurs pour les deux substances concernées par l'inspection du 19 mai 2021 (chromate de strontium et chromate pentazinc). La mise à jour des données a été effectuée pour les 2 substances le 12 novembre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Notification (règlement REACH du 18 décembre 2006)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1
Prescription contrôlée : La société DAHER (N° SIRET : 597 020 841 01055), dont le siège social est situé 23 route de Tours 41 400 SAINT-JULIEN-DE-CHEDON (597 020 841 00016), est mise en demeure pour les installations de construction aéronautique et spatiale, situées Aéroport Tarbes -Lourdes -Pyrénées - D516 Louey à LOUEY (65 290), de se mettre en conformité vis-à-vis de : <ul style="list-style-type: none">• L'article 66.1 du règlement n°1907/2006 du 18 décembre 2006 (REACH) (notification) ; sous un délai de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 19 mai 2021, il avait été constaté pour la substance S2 (chromate de pentazinc), qu'aucune notification n'avait été transmise pour l'année 2020 alors que cette substance avait bien été utilisée. La notification à l'ECHA pour cette substance sur l'année 2020 a été réalisée le 21 juin 2021 et transmis à l'inspection des installations classées par courrier du 1 ^{er} juillet 2021.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Condition utilisation REACH

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre, et le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises, b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit
Constats : Suite aux constats de l'inspection du 19 mai 2021, l'exploitant a transmis les fiches de données de sécurité mises à jour pour les deux substances contrôlées, avec les scénarios d'exposition en français. Un contrôle du respect des recommandations des fiches de données de sécurité a été fait lors de l'inspection pour les produits ISOMAP P23 BASE (fournisseur AkzoNobel) et GAROCLEAN MAT (fournisseur GACHES CHIMIE) stockés au niveau de la soute générale Gaches Chimie. La rubrique 5 « Mesures de lutte contre l'incendie » pour ces deux produits recommande des extincteurs à mousse. Seuls des extincteurs à poudre étaient présents le jour de la visite. Suite à ce constat, l'exploitant a transmis par courriel du 14 janvier 2022 des justificatifs de mise en place de 2 extincteurs 9 litres à eau pulvérisée avec additif. Le constat de non conformité a donc été levé suite à l'inspection. Concernant l'affichage et l'identification des dangers (rubrique 1 et 2 des fiches de données de sécurité), l'affichage présent sur les zones de stockage ainsi que sur les emballages est conforme à l'étiquetage de la fiche de données de sécurité. Lors de l'inspection, il avait été noté l'absence des affichages réglementaires sur certaines zones de stockage de la soute Gaches Chimie. La même remarque (absence d'affichage de l'identification des dangers) avait été formulée au niveau de la soute de stockage du Bâtiment 1 ter. Suite à ces constats, l'exploitant a transmis par courriel du 14 janvier 2022 des justificatifs relatif à la finalisation des affichages dans ces deux zones de stockage. Les constats de non conformité ont donc été levés suite à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Condition utilisation REACH

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 56
Prescription contrôlée : Les utilisateurs en aval peuvent utiliser une substance répondant aux critères énoncés au paragraphe 1, pour autant que son utilisation respecte les conditions d'une autorisation octroyée à cet effet par un acteur situé en amont dans leur chaîne d'approvisionnement.
Constats : Lors de l'inspection du 19 mai 2021, l'exploitant avait présenté une analyse de scénarios d'exposition pour les 3 substances contrôlées. Cette analyse datait de 2019 et n'avait pas été mise à jour depuis les dernières décisions d'autorisation établies par la commission européenne. L'exploitant a transmis par courriel du 06 janvier 2022 l'analyse mise à jour avec l'étude des scénarios d'expositions retenus par rapport aux utilisations du site de ces substances (scénario 9.2.1 application des peintures primaires et revêtement dans la construction aérospatiales et aéronautiques,...). Lors de l'inspection, il a été constaté que certains points méritaient encore d'être complétés : par courriel du 14 janvier 2022, l'exploitant a transmis les justificatifs concernant l'efficacité du traitement des rejets d'air (efficacité de 99 % avec transmission des plans d'entretien et de maintenance des installations permettant de garantir dans le temps leur efficacité), a réalisé une estimation des déchets contenant la substance objet de l'enregistrement REACH et a justifié du respect du scénario d'exposition à 100 mètres de l'air ambiant en indiquant les résultats des campagnes de mesurages aux postes de travail.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Classification harmonisée CLP

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 32

Prescription contrôlée :

Disposition des éléments d'étiquetage

1. Les pictogrammes de danger, les mentions d'avertissement et de danger et les conseils de prudence sont disposés ensemble sur l'étiquette.

2. Le fournisseur peut décider de l'ordre des mentions de danger sur l'étiquette. Toutefois, sous réserve des dispositions du paragraphe 4, toutes les mentions de danger sont rassemblées par langue sur l'étiquette.

Le fournisseur peut décider de l'ordre des conseils de prudence sur l'étiquette. Toutefois, sous réserve des dispositions du paragraphe 4, tous les conseils de prudence sont rassemblés par langue sur l'étiquette.

3. Les groupes de mentions de danger et les groupes de conseils de prudence visés au paragraphe 2 sont rassemblés par langue sur l'étiquette.

4. Les informations supplémentaires sont placées dans la section réservée à cet effet visée à l'article 25 et sont disposées avec les autres éléments d'étiquetage visés à l'article 17, paragraphe 1, points a) à g).

5. En plus de son utilisation dans les pictogrammes de danger, la couleur peut être utilisée sur d'autres parties de l'étiquette pour mettre en œuvre des exigences particulières en matière d'étiquetage.

6. Les éléments d'étiquetage résultant des exigences prévues dans d'autres actes communautaires sont placés dans la section réservée aux informations supplémentaires visée à l'article 25.

Constats : Lors de l'inspection du 19 mai 2021, l'étiquetage du produit primaire P50-A BASE était conforme mais il avait été identifié que le numéro d'autorisation sur le devant du contenant était erroné. L'exploitant a transmis suite à l'inspection le courriel justifiant de la demande faite au fournisseur pour mettre à jour l'affichage.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1

Prescription contrôlée :

La société DAHER (N° SIRET : 597 020 841 01055), dont le siège social est situé 23 route de Tours 41 400 SAINT-JULIEN-DE-CHEDON (597 020 841 00016), est mise en demeure pour les installations de construction aéronautique et spatiale, situées Aéroport Tarbes -Lourdes -Pyrénées - D516 Louey à LOUEY (65 290), de se mettre en conformité vis-à-vis de :

- L'article 71 de l'arrêté préfectoral du 10/01/2003 (stockage par catégories de risque), sous un délai de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté.

Constats : L'exploitant a procédé à une réorganisation complète de sa zone de stockage générale appelée soute Gaches Chimie dont la gestion d'exploitation est sous-traitée à la société Gaches Chimie. Cette réorganisation a été menée suite aux divers constats de non-conformités identifiés lors de l'inspection du 19 mai 2021. Des consignes relatives à l'incompatibilité des produits et à l'affichage des risques chimiques ont été mises en place et sont affichées au niveau de la soute Gaches Chimie ainsi que de la soute du Bâtiment 1 ter.

Les actions menées par l'exploitant ont été de :

- vider et nettoyer l'étage de la soute de stockage : lors de l'inspection du 11 janvier 2022, il a été constaté que plus aucun produit n'est stocké à l'étage de la soute ;
- le stockage des EPI est centralisé sur une seule zone à l'entrée de la soute et est clairement identifié ;
- les produits combustibles qui étaient présents lors de l'inspection du 19 mai 2021 et notamment au niveau de l'escalier menant à l'étage ont été enlevés ;
- le plan d'aménagement de la soute a été mis à jour : l'exploitant a présenté lors de l'inspection le plan de stockage : ce plan indique le nom du ou des produits stockés et les phrases de risques associées par rétention. Afin de pouvoir maîtriser les risques d'incompatibilité des produits, l'exploitant a mis en place des dispositifs de rétention distincts par catégorie de risques permettant ainsi d'éviter tout risque d'incompatibilité. La soute de stockage général était sur rétention mais ne permettait pas de gérer les risques d'incompatibilité. De plus, le sol de l'atelier faisant office de rétention n'est pas étanche entièrement. L'exploitant a donc préféré équipé chaque type de produits par des rétentions distinctes pour éviter tout risque d'incompatibilité.

L'exploitant a aussi mis en place des étiquettes d'affichage par emplacement définis : cet affichage précise le produit stocké, les phrases de risques associées ainsi que la capacité maximale de stockage (par rapport au volume de rétention disponible).

La même organisation a été mise en place au niveau du stockage de peintures du bâtiment 1ter : ce stockage de produits chimiques est sur rétention commune mais le risque d'incompatibilité a été écarté (uniquement des produits inflammables et dangereux pour l'environnement). Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le dernier contrôle d'étanchéité de la rétention de ce stockage qui date de 2018. Par courriel du 14 janvier 2022, l'exploitant a transmis le bon de commande concernant un nouveau contrôle d'étanchéité prévu le 19/01/2022. L'exploitant devra transmettre les photos justificatives de la réalisation de ce contrôle fin semaine 3 et le rapport de synthèse dès sa réception.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Stockage Produits chimiques Prescription AP 10/01/2003

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1
Prescription contrôlée : La société DAHER (N° SIRET : 597 020 841 01055), dont le siège social est situé 23 route de Tours 41 400 SAINT-JULIEN-DE-CHEDON (597 020 841 00016), est mise en demeure pour les installations de construction aéronautique et spatiale, situées Aéroport Tarbes -Lourdes -Pyrénées - D516 Louey à LOUEY (65 290), de se mettre en conformité vis-à-vis de : <ul style="list-style-type: none">• L'article 7.10 de l'arrêté préfectoral du 10/01/2003 (état des stocks et plan à jour) , sous un délai de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a transmis par courrier électronique du 10 janvier 2022 complété le 14 janvier 2022 le plan de stockage mis à jour pour le stockage général ainsi que pour le stockage de peinture du bâtiment 1-ter. Un état des stocks des deux zones de stockage a également été transmis : cet état des stocks répertorie par produit la quantité stockée ainsi que les rubriques ICPE correspondantes. Un bilan par catégorie de risque (toxiques, inflammables,) ainsi qu'un bilan par rubrique ICPE a également été transmis.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Stockage Produits chimiques Prescription AP 10/01/2003

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1
Prescription contrôlée : La société DAHER (N° SIRET : 597 020 841 01055), dont le siège social est situé 23 route de Tours 41 400 SAINT-JULIEN-DE-CHEDON (597 020 841 00016), est mise en demeure pour les installations de construction aéronautique et spatiale, situées Aéroport Tarbes -Lourdes -Pyrénées - D516 Louey à LOUEY (65 290), de se mettre en conformité vis-à-vis de : <ul style="list-style-type: none">• L'article 6.5.2 de l'arrêté préfectoral du 10/01/2003 (moyens de défense incendie accessibles) , sous un délai de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Les moyens de défense incendie ont été rendus accessibles et sont correctement affichés.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Stockage Produits chimiques Prescription AP 10/01/2003

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1

Prescription contrôlée :

La société DAHER (N° SIRET : 597 020 841 01055), dont le siège social est situé 23 route de Tours 41 400 SAINT-JULIEN-DE-CHEDON (597 020 841 00016), est mise en demeure pour les installations de construction aéronautique et spatiale, situées Aéroport Tarbes -Lourdes -Pyrénées - D516 Louey à LOUEY (65 290), de se mettre en conformité vis-à-vis de :

- L'article 2.74 de l'arrêté préfectoral du 10/01/2003 (rétention) , sous un délai de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté.

Constats : L'exploitant a mis en place un mode d'exploitation permettant de s'assurer en permanence du respect de l'article 2.74 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2003 ainsi que du respect de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, à savoir :

- pour les stockages de liquides inflammables, une capacité de rétention égale à 50 % de la capacité de stockage (il a été vu lors de l'inspection pour les solvants inflammables une capacité de stockage maximale autorisée de 2400 litres pour un volume de rétention de 1200 litres) : sur chaque rétention, l'exploitant a affiché la capacité maximale de stockage autorisé.
- pour les autres produits, la capacité de stockage est égale à 20 % de la capacité de la rétention pour les contenants de capacité unitaire inférieure à 250 litres

Type de suites proposées : Sans suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre toutes investigations complémentaires qu'il jugera utile au raisonnement pour répondre à la méthodologie définie par la note susvisée du 19 avril 2017 relative aux sites et sols pollués mettant à jour les textes méthodologiques de gestion des sites et sols pollués de 2007.

Lors de ces investigations, si des fûts enterrés sont repérés, l'exploitant devra procéder, sous 2 mois, à l'enlèvement des fûts enfouis en prenant bien en compte les règles de sécurité et de protection de l'environnement. Les fûts enlevés ainsi que les terres extraites dans le cadre des fouilles devront être stockés sur une aire étanche, protégées des intempéries, et devront ensuite être évacués vers de filières de traitement appropriés.

Dans un délai de 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant transmet une mise à jour du plan de gestion prenant en compte les investigations complémentaires, et proposant les essais pilotes de dépollution par « extraction multiphasés » à mettre en place.

Cette mise à jour du plan de gestion doit déterminer l'étendue des zones sources de pollution et les présenter sous forme cartographique. Les propositions de traitement des sources de pollution doivent définir les objectifs chiffrés à atteindre. Les scénarios de réhabilitation devront également être mis à jour.

Un plan de conception de travaux devra ensuite être élaboré à la suite du plan de gestion et transmis à l'inspection des installations classées. Il intégrera les essais pilotes qui permettront de dimensionner les installations de traitement et de proposer un échéancier de travaux. Les échéances relatives à un traitement in situ doivent être justifiées au regard des résultats des essais pilotes et du dimensionnement retenu pour les installations de traitement.

Constats : L'exploitant a réalisé sur la période mai à août 2021 des investigations complémentaires permettant de mettre à jour le plan de gestion initial transmis en janvier 2021 notamment :

- une levée de doute sur la présence de fûts enterrés : un passage au multidétecteur magnétométrique ainsi que des mesures complémentaires au géoradar ont été réalisés les 18 et 19 mai 2021. Aucune présence de fûts métalliques n'a été détectée. Une levée de doute a également été réalisée sur une zone suspecte de 5 m² les 15 et 16 juin 2021 par des fouilles sécurisées.
- la caractérisation complémentaire des impacts en COHV sur les eaux souterraines en aval ainsi qu'une délimitation des zones sources. 4 piézomètres supplémentaires ont été posés en juin 2021 au droit des deux zones sources ainsi que des investigations des gaz du sol. Ces investigations complémentaires ont permis de confirmer la présence de deux zones sources au droit de PZC18 et PZC20 avec présence de trichloroéthylène en phase pure dans les sols mais avec un impact négligeable en limite de site et hors site (concentration < limite de référence pour les eaux potables).

De nouvelles investigations sur les sols et les eaux souterraines ont été menées ensuite en juillet 2021 afin de caractériser et délimiter le cœur des zones sources. Ces investigations ont permis d'identifier l'accumulation de COHV au niveau du sondage SON8 (zone source PZC18) qui présentait les valeurs maximales sur les sols et les eaux souterraines avec une accumulation rendue possible par la présence d'un dôme argileux et qui migrerait jusqu'au PZC18. Au niveau de la zone source PZC20, les concentrations maximales sont retrouvées dans les sondages sols proches de PZC20 mais avec des concentrations moins importantes que celles retrouvées pour la zone source PZC18.

En septembre 2021, l'exploitant a transmis le plan de gestion mis à jour avec ces nouvelles investigations. L'exploitant envisage la combinaison de 2 techniques (excavation des zones d'impacts les plus polluées et traitement par extraction multiphase). Un essai pilote concernant la faisabilité du traitement par extraction multiphase est en cours sur le site et a été vu durant l'inspection. L'exploitant a présenté durant la visite les résultats des campagnes d'analyses des rejets eaux et air après traitement par filtre à charbon. Ces derniers sont conformes aux valeurs limites réglementaires fixées par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 pour l'ensemble des COHV mesurés.

La transmission du plan de conception des travaux est prévue début avril 2022 pour un démarrage des travaux de dépollution au troisième trimestre 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

